

# Le changement climatique : un monstre alimenté par le capitalisme depuis le XIXème siècle

Les actions d'Extinction Rebellion, de Stop Oil et de Climate Strikes ont contribué à mettre le changement climatique sur le devant de l'actualité politique. Pourtant cela n'a entraîné presque aucune action significative de la part des partis politiques ou des gouvernements. La date retenue pour la réduction à zéro des émissions responsables du changement climatique est si lointaine qu'elle n'a aucun intérêt, tandis que la déforestation et la disparition d'espèces se poursuivent à un rythme alarmant.

Bien que les différentes actions aient mis en lumière ces problèmes et aient mobilisé des milliers de personnes, l'approche adoptée n'est clairement pas la bonne. Tout d'abord, les demandes adressées au gouvernement sont au mieux symboliques. Il n'y a aucune chance pour qu'un gouvernement, qu'il soit conservateur, travailliste ou vert, prenne les mesures qui s'imposent car toutes ces formations politiques sont **profondément ancrées dans le cadre capitaliste**. Tous les changements proposés, tel que les programmes de compensation des émissions de carbone ou la création d'un véritable marché autour des crédits carbone, n'auront que peu d'effet sur la crise écologique ; en revanche, il est clair qu'ils permettront aux entreprises et aux propriétaires terriens de réaliser d'énormes profits. Fondamentalement, **les gouvernements se refusent à faire quoi que ce soit qui puisse nuire au capitalisme**, et comme le capitalisme est la source du problème, nous ne devons rien attendre d'eux. Par conséquent, si nous voulons sauver la planète, et donc nous sauver nous-mêmes, **nous aurons besoin d'une stratégie clairement anticapitaliste et ce sera à nous de la mettre en place**.

## Les demandes du mouvement The Big One sont tout sauf « big »

« Établir une démocratie dirigée par les citoyen·ne·s pour mettre fin à l'ère des combustibles fossiles » est une revendication un peu vague. Le système politique actuel est censé être dirigé par les citoyens, mais c'est loin d'être le cas. Serait-il question d'assemblées citoyennes ? Mais comment s'assurer que les résultats seront mis en œuvre par le gouvernement, qui détient toujours le pouvoir ? « Mettre fin à l'ère des combustibles fossiles » est également une exigence dont la portée reste trop limitée. La crise écologique dépasse largement la simple question des combustibles fossiles. Et à moins de se débarrasser des grandes entreprises, leur pouvoir restera tel que l'exploitation des ressources fossiles se poursuivra tant qu'elle sera rentable, malgré les demandes des assemblées citoyennes.

L'expression "une société juste et qui saurait faire amende honorable" n'est pas franchement claire non plus. Qu'entend-on par là ? Certains imaginent une société où l'égalité des chances deviendrait une réalité sans que l'on ait à s'attaquer directement à la société de classe hiérarchisée. Mais comment parvenir à cette société équitable ? Peut-on sérieusement s'attendre à ce que l'élite dirigeante renonce à son pouvoir et à ses privilèges ? « Faire amende honorable », c'est-à-dire s'attaquer à l'héritage atroce du colonialisme, ne changera, en soi, pas grand-chose aux injustices sociales actuelles qui trouvent leur source dans le capitalisme mondialisé.

Il n'est nulle part fait mention de la nécessité de mettre fin à un système, un système qui dépend d'une croissance infinie, dans lequel la priorité va au profit et où le pouvoir est entre les mains de ceux qui possèdent et contrôlent les richesses de la planète.

Seule la révolution permettra aux gens d'exercer un contrôle direct sur la société et sur leur propre vie, et donc de prendre des décisions véritablement à même de sauver la planète. Cette révolution doit être mondiale et se fixer pour objectif de débarrasser la planète du capitalisme mondialisé, dont les racines s'entremêlent avec celles du colonialisme. Toute solution qui fera l'impasse sur ce point

sera vouée à l'échec.

De plus en plus de personnes reconnaissent l'ampleur du problème et décident de considérer la crise écologique dans son ensemble. Il n'y a pas de solution simple et une série de mesures doivent être prises : cesser la production d'énergie fossile et passer au 100% renouvelable, réduire le trafic aérien et mettre un terme à l'expansion des zones aéroportuaires, développer les transports en commun, modifier les pratiques agricoles (par exemple en réduisant la surface allouée à l'élevage et aux cultures fourragères), mettre fin à la déforestation, préserver les tourbières et les zones humides, rendre les maisons plus économes en énergie.

Mais pour faire quoi que ce soit de significatif, il faudra défier le pouvoir des grandes entreprises et ceux qui possèdent et contrôlent la terre, c'est-à-dire la classe capitaliste.

## **Le « capitalisme vert » : Est-ce pour cela que nous nous battons ?**

Sans identifier expressément le capitalisme comme la source du problème, nous nous retrouverons toujours à soutenir un système identique à celui que nous connaissons aujourd'hui, et qui ne fera que produire des choses différentes et exploiter d'autres sources d'énergie. Il s'agira toujours d'un système dans lequel la classe ouvrière du monde entier sera exploitée - dans les mines, les usines et l'agriculture industrielle, qui devront continuer à fonctionner afin de produire les biens de consommation qui sont réclamés par la population et constituent la source des profits réalisés par les entreprises. L'accapement des terres se poursuivra, entraînant le déplacement des communautés locales et des peuples indigènes.

Parmi les solutions proposées, les énergies renouvelables et les voitures électriques sont celles qui suscitent le plus d'enthousiasme, non seulement chez les gouvernements et les entreprises, mais aussi chez de nombreux militants écologistes. Cela s'explique par le fait qu'elles n'exigent pas d'apporter de changement majeur à notre mode de vie, permettant ainsi aux entreprises de continuer à s'enrichir.

### **Passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables**

C'est l'une des principales solutions proposées pour résoudre la crise climatique et c'est un élément important de toute stratégie écologiste. Cependant, les énergies renouvelables ne sont pas sans inconvénient. L'énergie nucléaire ne saurait être une option en raison des risques liés à la sécurité et des problèmes de stockage des déchets. Elle crée plus de problèmes qu'elle n'en résout.

L'énergie éolienne fera partie de cette nouvelle stratégie énergétique. Cependant, elle se heurte à un certain nombre de problèmes, qui sont souvent négligés voire même ignorés par ses partisans. Tout d'abord, les éoliennes occupent un espace considérable. Si l'on se préoccupe de tous les aspects de la crise écologique (ce qui inclut l'effondrement de la biodiversité), il faut faire attention à ne pas installer d'immenses parcs éoliens industriels sur des terres qui abritent de nombreuses espèces. De plus, les turbines doivent toujours être produites et transportées, ce qui nécessite de l'énergie et des ressources. Des métaux rares sont également nécessaires à leur fabrication : c'est le cas du néodyme et du dysprosium, en plus de petites quantités de praséodyme, qui n'est pas particulièrement rare en soi mais qui est très difficile à extraire, ce qui se traduit par des conditions de travail épouvantables. Les conditions de travail sont épouvantables. 85 % de ces métaux rares se trouvent en Chine. Les turbines ont une durée de vie de 25 ans - il faut donc alors les démanteler, en produire de nouvelles et les installer. Et si les éoliennes sont érigées dans des zones reculées, comme c'est le cas en Écosse, des routes doivent être construites, endommageant gravement des terres qui sont souvent

réputées pour leur caractère sauvage. Par exemple, la construction de certains parcs éoliens en Écosse se sont traduits par la destruction de tourbières, dont on sait qu'elles constituent un important réservoir de gaz carbonique. Ainsi, bien que l'énergie éolienne reste une des solutions à explorer, il convient d'examiner attentivement comment, où et dans quelle mesure elle peut être utilisée.

La même analyse peut être faite en ce qui concerne le solaire et l'hydroélectrique, qui nécessitent tous deux des ressources, de l'énergie, et peuvent également avoir un impact considérable sur la biodiversité.

## **Les voitures électriques**

Les véhicules électriques devront effectivement remplacer les modèles actuels, qui dépendent directement des combustibles fossiles. Cependant, eux aussi ont besoin d'énergie pour fonctionner et ils utiliseront donc de l'électricité. L'un des principaux problèmes posés par la voiture électrique reste la disponibilité des ressources. Richard Herrington, responsable des sciences de la terre au Natural History Museum, a calculé la quantité de matières premières, métaux rares compris, qui seraient nécessaires pour convertir les 31 millions de véhicules à moteur thermique en circulation au Royaume-Uni en véhicules électriques (on identifie généralement 17 métaux rares, dont le néodyme, un composant essentiel des moteurs électriques). Les chercheurs sont parvenus à la conclusion que cela nécessiterait « deux fois la production annuelle mondiale totale de cobalt, la quasi-totalité de la production mondiale de néodyme, les trois quarts de la production mondiale de lithium et au moins la moitié de la production mondiale de cuivre en 2018 » (<https://thehill.com/opinion/energy-environment/460496-electric-vehicles-wont-save-us-fromclimate-change>).

Cela signifie que maintenir le nombre de voitures en circulation dans le monde à son niveau actuel est incompatible avec une véritable stratégie de lutte contre le changement climatique (d'autant qu'en réalité, la demande ne cesse d'augmenter). Il faut développer les transports en commun, qui peuvent être électriques, et réduire drastiquement la densité du parc automobile.

## **Réduction de la consommation et redistribution des ressources**

Compte tenu des problèmes posés par les énergies renouvelables et la voiture électrique, il est clair qu'il n'existe pas de solution technologique évidente. Même si les nouvelles technologies "vertes" auront bien un rôle crucial à jouer, nous devons réfléchir à la manière dont elles seront utilisées. L'énergie doit être produite et contrôlée localement dans la mesure du possible, afin de minimiser les déchets et de permettre à la communauté d'exercer un contrôle direct sur son utilisation. En outre, la condition sine qua non pour remplir les objectifs fixés est de réduire véritablement notre consommation. Ce dont nous avons besoin, c'est de freiner la croissance et de remédier aux grandes inégalités dans le monde au moyen de la redistribution. La décroissance ne signifie pas que notre qualité de vie en pâtirait. Il est évident que nous pourrions nous permettre de réduire notre production dans certains secteurs (l'industrie de l'armement par exemple) tout en continuant à vivre parfaitement correctement. Il suffit de jeter un œil à la quantité de déchets et de produits tout à fait inutiles qui s'entassent autour de nous. Des études montrent que nous produisons déjà plus qu'il n'en faut pour nourrir le monde entier. Certes, les plus riches devraient réduire leur consommation, mais nous pourrions alors partager les ressources et les richesses de la planète de manière à ce que tout le monde vive correctement sans que quiconque ait à s'user au travail dans des conditions horribles afin de produire les biens de consommation appréciés des nantis.

## **Les obstacles au changement**

### **Le système économique**

La décroissance et la redistribution des richesses sont les seuls moyens de trouver une solution durable à la crise écologique. Une telle stratégie nécessite un changement de système radical. Le capitalisme et la culture de la consommation dont il dépend ont besoin d'une croissance continue, et ceux qui contrôlent et exploitent la majeure partie des ressources mondiales se battraient pour conserver leur richesse. Le capitalisme et sa recherche de la croissance à tout prix sont à l'origine du problème et ne peuvent donc pas faire partie de la solution.

Le capitalisme essaiera de s'adapter pour peu que suffisamment de pression pèse sur lui. Cependant, il ne soutiendra jamais que les solutions qui impliquent une croissance continue de la production et de la consommation. Même s'il se découvrait subitement une passion pour le « vert », il y a des pans du capitalisme qui ne pourront jamais s'y convertir. L'industrie des combustibles fossiles, par exemple, se battra jusqu'à la mort pour préserver son existence. Cette industrie continue de se développer dans le monde entier et personne ne semble faire quoi que ce soit à ce sujet. Une énorme mine de charbon, appartenant à une société indienne, a reçu le feu vert du gouvernement australien. L'exploration de nouvelles sources de pétrole se poursuit à un rythme soutenu dans des régions comme l'Arctique. L'industrie de la fracturation hydraulique s'est développée partout dans l'ouest des États-Unis : elle est devenue immensément puissante, et il ne sera pas facile de l'arrêter.

L'agriculture est un autre secteur industriel qu'il sera difficile de contrôler. Elle représente une source majeure d'émission de gaz à effet de serre en raison de la grande quantité de bétail et des produits chimiques utilisés dans les monocultures intensives. Cela signifie que pour stopper le changement climatique, nous devons radicalement modifier l'utilisation des terres, c'est-à-dire cesser de les consacrer à l'élevage et aux cultures fourragères - et réduire au maximum l'utilisation de produits chimiques. Mettre en place ces changements représente un défi considérable. L'agro-industrie est aujourd'hui une industrie mondiale dominée par de grandes entreprises qui contrôlent tout, des semences à la distribution des produits. Tout comme l'industrie fossile, elles ne voudront pas changer leur façon de faire : il y a tout simplement trop d'argent en jeu.

Se nourrir est un besoin de base et la nourriture ne devrait donc pas être soumise au contrôle de ceux dont le seul intérêt est le profit. Une réforme agricole majeure est nécessaire afin que nous puissions utiliser la terre pour fournir des produits d'origine végétale de qualité à un prix abordable pour tous. Nous devons réduire considérablement la masse du bétail et élever celui-ci dans des pâturages, en l'intégrant dans l'écosystème, plutôt que consacrer de vastes étendues de terre à la production destinée à le nourrir. De tels changements dans l'agriculture permettraient de freiner la déforestation dans des régions comme l'Amazonie et libéreraient des terres que l'on pourrait reboiser. Mais cela n'est possible que si nous considérons la terre comme un bien commun, qui doit être exploité pour le bénéfice de tous et géré et contrôlé par chacun d'entre nous.

### **Construire un mouvement de masse**

Le mouvement en faveur du changement doit être beaucoup, beaucoup plus large, chercher à toucher un plus grand nombre de personnes, et ne pas se contenter d'adresser des demandes au gouvernement : il lui faut aussi remettre directement en cause le capitalisme. Les travailleur·se·s, c'est-à-dire celles et ceux qui sont au cœur de la production, celles et ceux qui ont le pouvoir de tout arrêter, ont un rôle essentiel à jouer. Imaginez que les dockers refusent de laisser entrer dans le pays le soja importé du Brésil. Imaginez que les travailleur·se·s du secteur des combustibles fossiles

refusent de travailler et exigent d'être payé·e·s jusqu'à ce qu'ils trouvent un autre emploi. En 1976, les salarié·e·s de Lucas Aerospace ont proposé un plan alternatif à la production d'armes (<https://lucasplan.org.uk/story-of-the-lucas-plan/>). Aujourd'hui, les salarié·e·s des chantiers navals de Belfast, menacés de fermeture, présentent des projets de mise en place d'infrastructures destinées à la production d'énergies renouvelables. Cela contraste avec le syndicat Unite, qui a soutenu l'expansion d'Heathrow. Nous devons dépasser le clivage emploi/environnement. Ce n'est qu'en opérant un changement total de système que nous pourrions faire face au changement climatique et aux questions de justice sociale et économique.

Pour faire face à la crise écologique, il faut changer radicalement l'utilisation des terres : changement de modèle agricole, reboisement, interdire la chasse aux tétras dans les landes écossaises, préserver les tourbières et arrêter la fracturation hydraulique. Le problème, c'est que nous ne sommes pas aux manettes. La plupart des terres appartiennent à des propriétaires privés et leur utilisation est déterminée par la rentabilité.

Les pouvoirs publics peuvent contrôler dans une certaine mesure l'utilisation des terres par le biais de subventions et de financements, mais ceux-ci ont été utilisés pour maintenir le statu quo. Le gouvernement est réticent à remettre en cause le droit fondamental qu'a le propriétaire foncier de gérer ses terres comme il l'entend. En outre, les terres publiques ne sont pas bien gérées et nous n'avons que peu de contrôle sur les décisions politiques.

Les luttes visant à promouvoir une réforme agraire sont donc cruciales pour développer un mouvement efficace. La terre devrait être un bien commun, propriété de toutes et tous, et doit être exploitée dans l'intérêt général, y compris dans l'intérêt des générations futures. De cette manière, nous pourrions non seulement garantir une exploitation durable de la terre, mais aussi le partage des richesses qu'elle produit.

Militer en faveur d'une utilisation durable des terres peut participer à créer un mouvement plus large en faisant le lien entre de nombreuses initiatives :

- L'opposition à la fracturation hydraulique
- Les communautés en lutte contre les injustices créées par les propriétaires terriens locaux, qui cherchent à s'accaparer les terres
- Les luttes contre la chasse des tétras des landes, qui militent contre la destruction des tourbières, pour le reboisement et pour la protection des espèces mises en danger par les propriétaires de landes de chasse
- Les paysan·ne·s qui souhaitent avoir accès à la terre pour cultiver des aliments de qualité à un prix abordable
- Les coopératives d'habitant·e·s qui réclament des terres destinées à accueillir des logements durables ou qui luttent contre la gentrification et la démolition
- Les communautés qui se battent pour conserver un bois ou un lieu de beauté local
- Les groupes qui militent pour la préservation des terres sauvages et le réensauvagement
- Les campagnes d'actions pour un meilleur environnement urbain : accroissement de la qualité de l'air et réduction de la densité du trafic, jardins communautaires, espaces verts, centres communautaires...

Les actions des militant·e·s écologistes auront joué un rôle dans l'adhésion d'un plus grand nombre de personnes au mouvement et peuvent amener plus de politicien·ne·s à s'engager à agir. Toutefois, il ne s'agit là que d'une étape sur un chemin qui s'annonce encore très long. Tout engagement des gouvernements se heurtera à ceux qui sont à l'origine de la crise climatique - les entreprises (industrielles, agroalimentaires et extractives) et les institutions financières qui les soutiennent. Ces acteurs-là n'écouteront ni la raison ni l'émotion. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour

s'assurer que le gouvernement ne fasse rien d'autre que du bricolage et des réformes superficielles. L'essentiel du système capitaliste ne sera jamais inquiété car il constitue la source de leurs profits et de leur richesse.

Par conséquent, si nous voulons avoir le moindre espoir de venir à bout du monstre auquel nous sommes faisons face, nous avons besoin d'un mouvement de masse, bien plus important qu'il ne l'est actuellement, et qui doit rassembler la classe ouvrière dans toute sa diversité. Développer une telle dynamique ne sera pas une tâche aisée. Le mouvement écologiste a montré qu'il pouvait être occasionnellement puissant dans la rue. Nous devons maintenant étendre ce pouvoir à la terre, aux communautés et aux lieux de travail, en surmontant les divisions et en tissant des liens, tant au Royaume-Uni qu'au niveau international.

<https://www.anarchistcommunism.org/>

<https://www.facebook.com/Anarchist-Communist-Group-1910429525920383>

<https://twitter.com/Anarcommunists>

*Rédigé par le groupe londonien de l'Anarchist Communist Group*